

Les marchés et leurs fonctionnements

Les populations de Tombouctou s'approvisionnent auprès des quatre principaux marchés des 4 quartiers différents, à savoir le marché de Yobou Tao situé dans le quartier Sankoré, le marché de Yobou Ber dans le quartier Badjindé, le marché de Foire Yobou et ensuite, le marché de bétail situé à Abaradjou. Elles s'approvisionnent également dans les marchés de Hondouboumo et Toya, tous situés dans la commune de Lafia.

D'après le représentant de la mairie de la ville de Tombouctou, il existerait un mécanisme de gestion des marchés qui regroupe les autorités municipales et les commerçants. Un processus de circulation de l'information permettant à la mairie d'être informée afin de pouvoir soutenir les commerçants lorsqu'ils rencontrent des difficultés serait aussi en place. Toutefois, l'absence d'un système formel pour aborder les problèmes des commerçants et l'implication insuffisante des acteurs sociaux comme les chefs de quartier restent des points d'amélioration potentiels, d'après les IC rencontrés.

Table 1: Pourcentage de commerçant ayant rapporté le type de produits vendu sur leur marché.

	Produits alimentaires	Bétaïls	Semences	BNA	Produits d'hygiène	Médicaments	Matériaux de construction	Matériels scolaires
Yobou Ber	50%	0%	0%	40%	0%	10%	0%	0%
Yobou Tao	36%	0%	0%	45%	18%	9%	9%	9%
Foire Yobou	73%	9%	18%	27%	45%	0%	18%	27%
Mandougou	0%	100%	0%	0%	0%	0%	0%	0%

Table 2: Provenance des produits vendus sur les marchés (en % de commerçant rapportant l'information)

	Produits alimentaires	Bétaïls	Semences	BNA	Produits d'hygiène	Matériaux de construction	Matériels scolaires
D'un autre pays	35%	8%	50%	50%	57%	67%	0%
D'autres régions	94%	0%	50%	83%	100%	100%	100%
De toute la région	71%	100%	0%	25%	29%	33%	50%

Les principaux besoins des populations en termes de biens

De manière générale, les participants aux groupes de discussion ont souligné que les populations dépendent fortement des marchés pour l'acquisition de biens consommables, alimentaires comme non alimentaires. À titre d'exemple, les participantes d'un groupe de discussion de femmes clientes du marché de "Yobou Ber" ont rapporté que le marché est le seul endroit où l'on peut trouver tous les produits nécessaires, notamment les biens alimentaires.

Le riz constituerait le bien alimentaire le plus demandé, dont le besoin est ressorti de tous les FGD. Aussi, la viande, le mil, le thé, le sucre, le poisson, les fruits, les légumes, les condiments, l'huile et le lait seraient des biens alimentaires pour lesquels les ménages dépendent quotidiennement des marchés. Quant aux biens consommables non-alimentaires pour lesquels les habitants dépendent le plus des marchés par les habitants, le charbon, le bois de chauffage, le savon et le carburant sont ceux qui sont les plus mentionnés. D'autres produits tels que les seaux, les vêtements, le gaz butane, les produits d'hygiène, les articles de nettoyage et les moquettes ont également été évoqués.

Les étapes de l'imposition du blocus

Comme le mentionnent les représentants des commerçants et des grossistes rencontrés, depuis les débuts du mois d'août, le blocus a été imposé de façon progressive par des groupes armés non étatiques, et n'a depuis pas cessé. L'imposition de check-points, le blocage de routes, des restrictions de mouvement, la mise en place de taxes à l'entrée de la ville sont autant de moyens cités pour bloquer la ville. La rentabilité des activités économiques et commerciales a été fortement affectée par les incidents de sécurité touchant la circulation des marchandises.

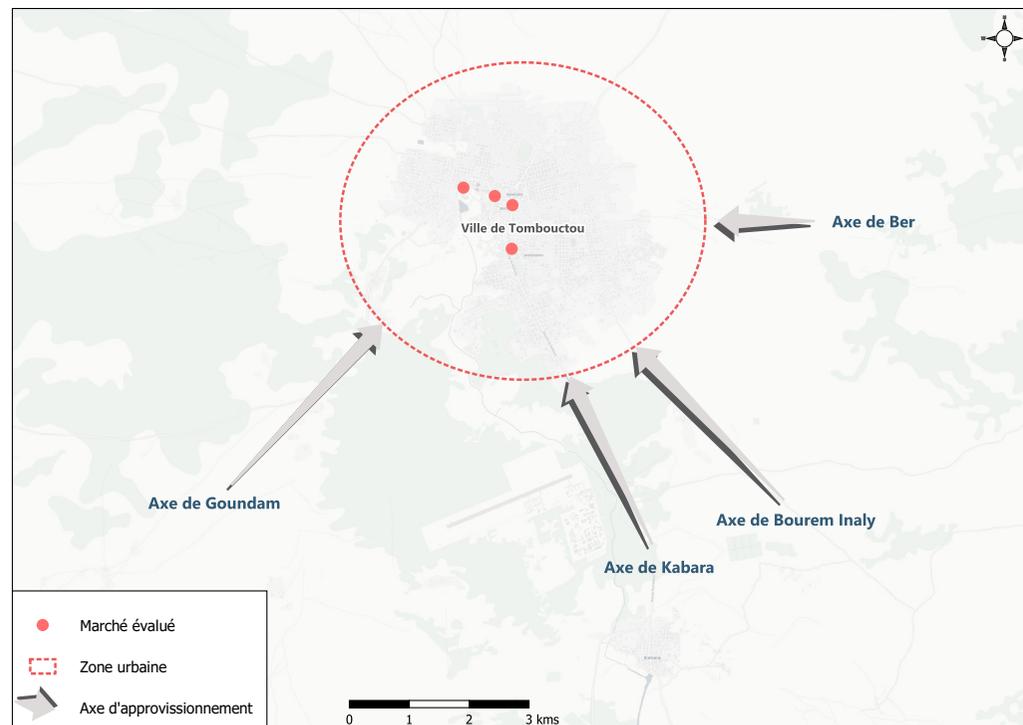
Depuis le 14 août, des incidents signalant des restrictions de mouvement ont été enregistrés, impactant les localités de Tombouctou, Gourma-Rhaous, Tonka (cercle de Goundam) et Atila (cercle de Taoudenni). Cette situation a entravé le transport et l'approvisionnement de marchandises, essentiels à la vie quotidienne des habitants.

Deux événements ont intensifié le blocus au cours de la quatrième semaine d'août : deux véhicules de transport public reliant Tombouctou à Rharous ont été interceptés le 22 août et le 27 août, un camion transportant des marchandises a été incendié aux abords de la ville. Des annonces ont été faites concernant la présence d'engins explosifs sur les axes routiers menant à Tombouctou, y compris la route Tombouctou-Rharous, ce qui a suscité des préoccupations supplémentaires pour la sécurité des transports.

Des restrictions sur la voie fluviale, autre itinéraire d'accès à Tombouctou, ont également été signalées, ajoutant une couche supplémentaire de complexité aux défis logistiques déjà existants. La combinaison de ces facteurs a eu pour conséquence directe une limitation dans l'acheminement des biens, affectant le bien-être et l'économie de la population locale.

Impacts du blocus

Carte 2: Les routes d'approvisionnement de la ville.



Avant le blocus, les routes de Goundam et Kabara étaient les plus utilisées pour les produits alimentaires, tandis que l'approvisionnement en produits non-alimentaires, notamment le charbon de bois, était assuré par la route de Kabara.

Ces routes ont tendance à varier en fonction des saisons. Durant la saison des pluies, les routes terrestres deviennent impraticables et l'approvisionnement s'effectue principalement par voie fluviale. Le bateau qui accoste à Koriomé ou Kabara de juillet à janvier, durant la crue, est alors privilégié. L'itinéraire fluvial le plus important est celui de Kabara-Koriomé, par lequel presque toutes les marchandises arrivant par le fleuve sont acheminées, avec un délai de transport d'environ deux semaines pour atteindre la ville.

Selon les transporteurs et grossistes rencontrés depuis le blocus, la capacité d'approvisionnement a diminué à cause de la logistique devenue plus compliquée, particulièrement depuis l'incident où un camion transportant des marchandises a été incendié. En effet le temps d'approvisionnement est devenu plus long, de plus d'une semaine, et plus coûteux à cause de la main d'œuvre et du carburant. De plus, il est désormais nécessaire d'emprunter l'itinéraire jusqu'à Koriomé-Kabara. Cela implique un trajet terrestre de Bamako à Mopti, suivi d'un transport en pinasse de Mopti à Koriomé, et enfin un trajet de Koreme à Tombouctou.

Les participants ont spécifié que les routes de Goundam, de Ber et de Bambara Maoude sont les plus affectées par le blocus.

Certains produits qui échappaient au contrôle et taxes habituels, notamment la farine, le sucre, le thé, et les pâtes alimentaires, qui provenaient de la Mauritanie et l'Algérie ont été plus impactés par le blocus, comme les importations ont cessé, le stock a diminué et le prix a augmenté. Enfin, les agriculteurs sont confrontés à de grandes difficultés pour maintenir leur activité en raison de la faible disponibilité des semences.

Les marchés ruraux, qui dépendent de l'approvisionnement depuis la ville de Tombouctou, semblent particulièrement affectés. Selon les participants aux FGD, la pléthore de barrières de contrôle ainsi que les menaces et intimidations poussent les transporteurs à dévier certains axes qu'ils avaient l'habitude d'emprunter, augmentant les délais d'approvisionnement et le risque d'être intercepté par des hommes armés avec pour conséquence la destruction de biens.

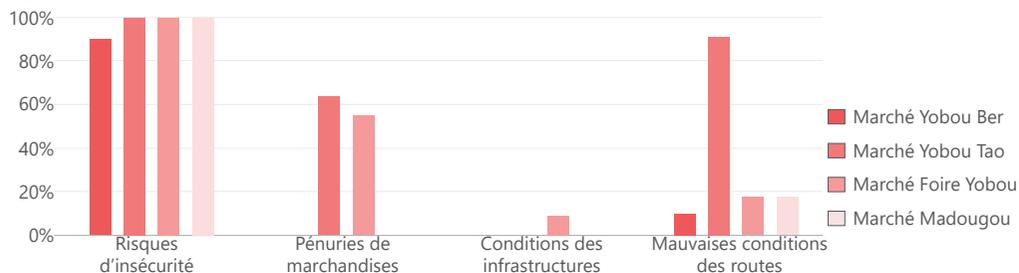
Les principaux marchés en dehors de la ville cités ont été ceux de Hondoubomo sur la route passant par Kabara, le marché de Bourem Inaly, le marché de Ber et le marché sur la route de Goundam. Les commerçants de tous les coins se retrouvaient pour s'y approvisionner. Selon les participants, ces derniers mois, ils se seraient approvisionnés à partir des villages voisins, compte tenu de l'impossibilité à le faire à partir de Tombouctou.

Le blocus aurait donc induit une réalité économique difficile caractérisée par des prix élevés, une disponibilité réduite de plusieurs produits et des stocks insuffisants, conduisant de nombreux commerçants à cesser leurs activités ou à quitter la ville. Pour l'ensemble des 4 marchés, 49% des commerçants ont dû fermer leur commerce durant les deux derniers mois à cause des difficultés rencontrées. Certains ont fermé temporairement, mais 79% d'entre eux ont fermé pour plus de deux mois. Des produits de première nécessité tels que le sucre, l'huile, la farine, le lait et l'essence sont particulièrement touchés, avec une hausse des prix estimée entre 70 et 100% durant les trois derniers mois. Cette inflation a été ressentie par les consommateurs et a entraîné la fermeture de nombreux commerces.

Le représentant des grossistes a rapporté que malgré l'inconstance des approvisionnements, tous les produits restent disponibles, bien que les quantités soient limitées et les prix élevés. Selon lui, il existe des suspicions que certains commerçants retiennent sciemment des stocks pour faire monter les prix. En réaction, les autorités locales ont distribué des vivres via des partenariats pour atténuer l'impact de la crise.

Le blocus a également eu un impact significatif sur les activités économiques, notamment lié au couvre-feu qui restreint certaines activités et des difficultés d'approvisionnement, avec le blocage des routes terrestres, des nouvelles alternatives comme des routes fluviales depuis Mopti ont été instaurées.

Figure 1: Raisons de la fermeture des commerces



Evolution des prix et disponibilités des produits de base

Suite à l'imposition du blocus, la disponibilité de tous les types de produits a légèrement diminué, avec une notable réduction de l'approvisionnement en médicaments sur le marché Yobou Ber.

En revanche, les produits moins dépendants des importations étrangères, tels que les fournitures scolaires à la Foire Yobou et le bétail au marché de Madougou, ont été moins touchés. Bien que toutes les catégories de biens soient disponibles, l'instabilité des stocks a entraîné une hausse des prix. Tous les commerçants interrogés signalent une augmentation des prix des produits alimentaires, des semences et des articles d'hygiène, avec une diminution des quantités disponibles dans la plupart des cas, accompagnée de problèmes de réapprovisionnement.

Sur le marché Yobou Ber, la différence entre les jours de stock restants et les jours nécessaires pour un réapprovisionnement est en moyenne de 17 jours pour les produits alimentaires et 20 jours pour les médicaments.

Le marché de bétail de Madougou est une exception, où la disponibilité a augmenté sans baisse de prix, peut-être liée à des changements dans les préférences de consommation des ménages.

En ce qui concerne les biens non alimentaires (BNA) et les matériaux de construction, une augmentation de 83% et 67%, respectivement, a été observée au cours des trois derniers mois.

Figure 2 : Problèmes d'approvisionnement pour difficulté dans le transport



Figure 3: Différence entre le nombre de jours de stock et le nombre de jours de réapprovisionnement, par marché

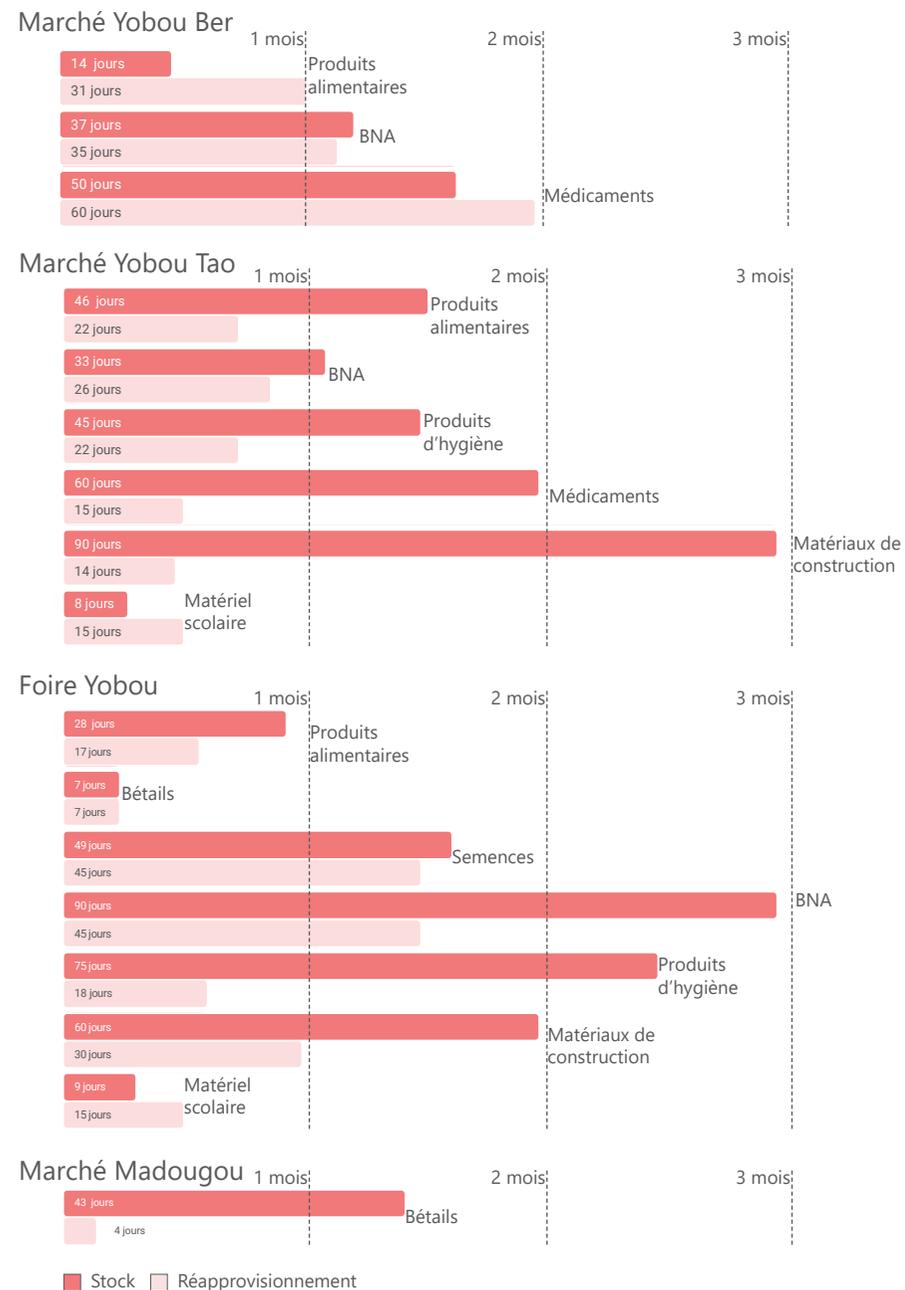


Table 3: Pourcentage des commerçants rapportant une augmentation des prix des produits au cours des 3 derniers mois, par type de produits.

Produits alimentaires	Semences	BNA	Produits d'hygiène	Médicaments	Matériaux de construction	Matériels scolaires
100%	100%	83%	100%	50%	67%	25%

Table 4: % Des principaux biens pour lesquels la demande n'est pas couverte.

Lentilles	25%	Arachides	10%
Huile végétale	15%	Sésame	25%
Riz	25%	Savon	35%
Sucre	15%	Serviettes hygiéniques	25%
Haricots	10%	Bidons	20%
Sel	10%	Moustiquaire	20%
Grains de sorgho	25%	Feuilles en plastique	20%
Farine de sorgho	20%	Ustensiles de cuisine	20%
Farine de blé	25%	Seaux	25%
Grains de maïs	15%	Couvertures	25%
Farine de maïs	20%	Vêtements	25%
Gombo	30%	Charbon de bois	35%
Haricot vache	75%	Bois de chauffage	25%
Farine de manioc	20%	Outils	20%

La situation sécuritaire de la ville

D'après les participants des FGD, malgré le blocus, l'accès physique au marché n'a pas changé et reste ouvert à tous sans discrimination. Même si l'accessibilité physique est assurée une inaccessibilité financière des biens est ressentie, principalement due au manque de moyens financiers et à la cherté de la vie. Cette situation rend les biens inaccessibles aux franges de la population les plus précaires, ainsi qu'aux personnes déplacées internes (PDI).

D'autre part, les restrictions de mouvement au sein de la ville entrave l'accès aux infrastructures de manières générale, ce qui peut plus impacter certaines populations (les personnes âgées notamment).

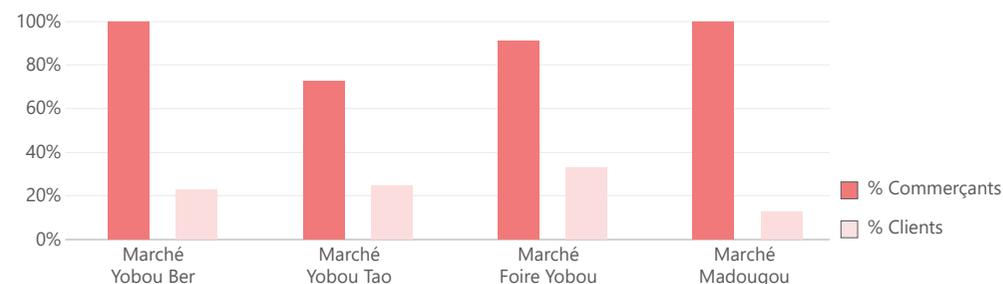
Stratégies d'adaptation des populations

En réaction à cette évolution de la situation, différentes stratégies d'adaptation ont été développées pour faire face à la crise actuelle. Comme mentionné plus haut, les routes d'approvisionnement ont tout d'abord été adaptées : toutes les importations passent maintenant par les routes fluviales, car les routes terrestres sont fermées.

Les retards de livraisons et la hausse de la demande auraient poussé les commerçants à mieux gérer leurs stocks pour éviter les pénuries. Les importations en provenance de la Mauritanie et de l'Algérie auraient été remplacées par des produits nationaux et les grossistes auraient lancé une campagne de sensibilisation sur les difficultés rencontrées.

De la part des consommateurs les principales stratégies ont consisté à la réduction de la quantité de nourriture, la diminution du nombre de repas pour les adultes au profit des enfants, le changement des habitudes alimentaires, et la renonciation à certains biens comme les pâtes alimentaires, le couscous, la farine et le lait en poudre.

Le blocus aurait également restreint l'accès des habitants, des acheteurs et des commerçants à des liquidités limitées, favorisant ainsi l'utilisation généralisée des transferts via Orange Money, bien que seulement 28% des commerçants aient déclaré accepter les paiements mobiles. Cette augmentation de l'utilisation des services numériques aurait créé une dépendance accrue envers les infrastructures numériques et les opérateurs, les exposant progressivement à des risques de braquages. Parallèlement, 91% des commerçants offriraient la possibilité d'acheter à crédit, mais seuls 20% des clients le feraient.

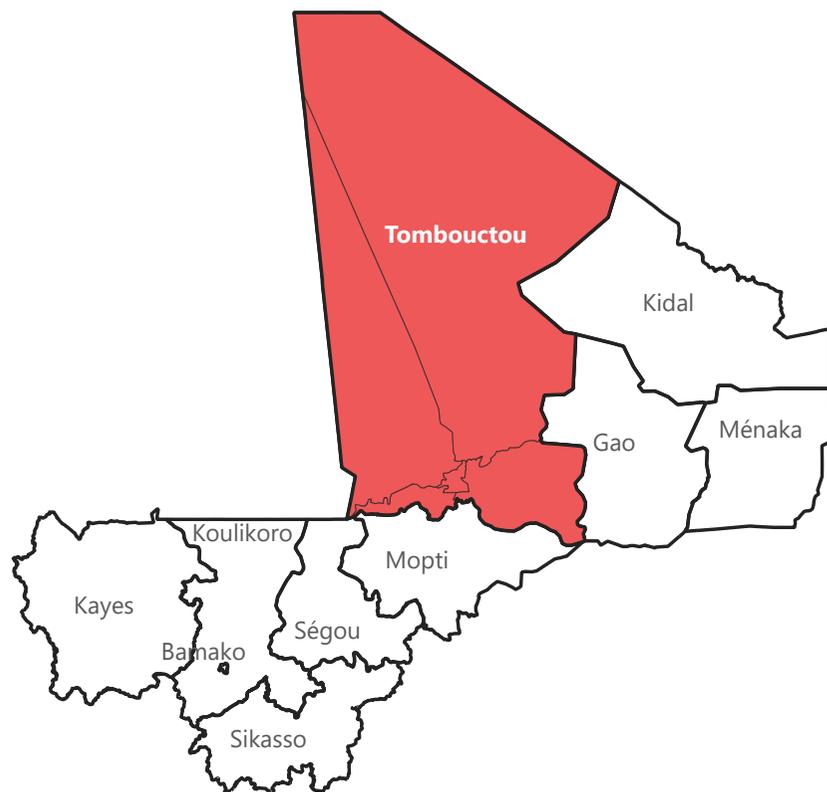
Figure 4: % de commerçants permettant d'acheter à crédit sur chaque marché et % de clients qui le font

Perspectives futures

D'après les IC, la situation sécuritaire améliorée et un nombre croissant de denrées atteindrait la ville par les voies fluviales, bien que le blocus soit maintenu. Les prix auraient cessé d'augmenter, ils sont restés stables et les gens se sentiraient plus en sécurité.

Les priorités pour la population et les autorités locales semblent rester la levée du blocus et la réouverture des routes pour normaliser l'approvisionnement. Le Maire met également en avant la nécessité d'assurer la disponibilité des biens, la sécurité alimentaire, la création d'un dépôt de riz et d'une banque de céréales. De met le soutien apporté par les acteurs humanitaires pour aider à atténuer les effets de cette crise sur la population.

COUVERTURE DE L'ÉVALUATION



APERÇU DE LA MÉTHODOLOGIE

La recherche a pour objectif de fournir rapidement des données sur les impacts du blocus sur la ville de Tombouctou, ses marchés et la vie de ses habitants. Pour ce faire, une méthodologie mixte fut employée. Une recherche à méthodes mixtes consistant en des entretiens quantitatifs et qualitatifs était mené avec les différents acteurs les plus au courant des dynamiques en cours à savoir (1) les habitants, (2) les commerçants, (3) les représentants des commerçants au détail et des grossistes, (4) les transporteurs et (5) les autorités locales. Bien que les gaps d'informations soient transversaux, les questions de recherches ont principalement couverts l'impact du blocus sur les marchés, ainsi que la disponibilité et les prix des biens essentiels et consommables. Les informations ont été collectée au niveau de chacun des marchés

NOTES DE FIN

PAGE 1

¹ OCHA, [Mali : Le blocus dans la région de Tombouctou, rapport de flash N° 1](#)

À PROPOS DE REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de relèvement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR).